

Nous empruntons le résumé que voici de ce document à notre excellent confrère de Paris, l'*Association Catholique*, livraison du 15 novembre dernier :

Ce n'est pas nous qui le proclamons ; on pourrait suspecter notre désintéressement. C'est le gouvernement lui-même, ce sont les outranciers du laïcisme pédagogique qui, mis en demeure de publier des rapports et d'établir des bilans, nous fournissent les preuves des honteux *fiascos* de la folle et impie tentative de la laïcisation scolaire.

*Confitemur reum habemus !*

Le ministère de l'instruction publique vient de faire paraître un nouvel état, il se rapporte à l'année scolaire 1894-95.

On peut s'étonner qu'avec les facilités dont dispose l'administration, il faille attendre plus de cinq années pour être renseigné sur un service public, aussi onéreux pour les contribuables.

Les résultats sont, il est vrai, si peu brillants, que l'on s'explique le peu de hâte de l'administration à mettre le public au courant de la situation scolaire.

Le récent rapport de M. Bouge à la Chambre, sur le budget de l'Instruction publique, nous a donné un aperçu des dépenses qu'avait entraînées la loi sur l'instruction obligatoire et laïque, et des charges que son application impose à l'Etat et aux communes.

Le résultat a-t-il répondu à ce que l'on annonçait ? On peut hardiment répondre : non.

Plus le gouvernement dépense pour ouvrir des écoles laïques, plus les populations se montrent peu soucieuses d'envoyer les enfants chez les instituteurs communaux.

Si les catholiques, au lieu d'éparpiller et, souvent, gaspiller leurs ressources consacrées à la défense sociale et religieuse, s'étaient attachés d'une façon toute particulière à la création d'écoles chrétiennes, on peut affirmer que l'œuvre maçonnique de laïcisation eût échoué à peu près partout, et que l'école libre eût, dans la plupart des communes, absorbé la presque totalité de la population scolaire.

Voyons, en effet, ce que constate le rapport officiel.

Dans le cours des trois années, 93, 94, 95, qui font l'objet de ce rapport, les Ecoles primaires laïques ont perdu 65,772 élèves, les Ecoles maternelles, 4,887, soit pour l'enseignement public une perte totale de 70,659 enfants.

Pendant la même durée, les écoles libres congréganistes voyaient leur population scolaire s'augmenter de 17,047 ; soit pour l'enseignement libre un gain total de 77,677 élèves.

Et tandis que l'enseignement public subissait cette énorme diminution dans le nombre de ses élèves, l'administration, ne tenant pas compte du vœu des populations clairement manifesté par ses préférences pour l'Ecole chrétienne, ne craignant pas d'augmenter encore les charges déjà si lourdes qui pèsent sur les contribuables, l'administration créait 1601 classes nouvelles, 2,859 emplois nouveaux, nommait 3,311 maîtres laïques nouveaux et dépensait 14 nouveaux millions.

Ces créations et dépenses nouvelles ne parviennent pas à